

<https://linformateurdebourgogne.com/28-organisations-unies-center-parcs-au-rousset-ou-ailleurs-les-opposants-nen-veulent/>

19 octobre 2020

28 organisations unies – Center parcs au Rousset ou ailleurs, les opposants n'en veulent pas



Ils ne baissent pas la garde. Au contraire ils sont plus que jamais attentifs à l'évolution des projets d'extension ou de créations de Center Parcs par Pierre & Vacances sur le territoire français.

Quand bien même celui de Roybon en Isère a été abandonné, la reprise du projet à Rousset-Marizy (Saône-et-Loire), la poursuite d'extension du Center Parcs des Bois Francs en Normandie, sans oublier que Poligny dans le Jura est dans l'attente de la décision de la Cour d'appel de Nancy concernant le plan local d'urbanisme de la commune, préoccupent 28 organisations opposées aux projets de Pierre & Vacances.

A l'appel d'EcologicAction 71, ils se sont réunis samedi à Massilly, près de Cluny pour dans un premier temps, faire le point sur les différents dossiers sur le feu et définir une stratégie d'action et de communication.

Il ressort avant toute chose que, pour faire plier Pierre & Vacances comme ce fut le cas à Roybon, « la nécessité d'une mobilisation générale est impérative » note une opposante iséroise. « Les actions juridiques, la présence de zadistes sur le site et le battage médiatique, toutes ces actions ont convergé pour aboutir à l'abandon du projet ». Un projet qui remonte 2007.

Indépendamment du fait que l'implantation d'un Center Parcs nuit gravement à l'équilibre écologique, « mettant en péril nos ressources en eau, contribuant au réchauffement climatique, à l'artificialisation des sols et à la perte de biodiversité et menaçant la qualité de vie des riverains » énoncent les opposants, ces derniers mettent aussi l'accent sur l'aspect financier.

Il faut comprendre dans les déclarations des uns et des autres, notamment des communistes, « que Pierre & Vacances est une multinationale qui profite aux actionnaires avec de l'argent public ». D'expliquer que le projet du Rousset d'un montant en 2015 de 170 M €, « Pierre & Vacances ne déboursait que 250 000 €, qu'une société d'économie mixte composée notamment du Département et de la Région achetait et relouait à l'investisseur ».

L'argent, le nerf de la guerre

« Il faut se poser la question sur la santé financière de Pierre & Vacances » avance un opposant. « Des personnes manipulent des capitaux dont on ignore la provenance. Seules des structures d'Etat sont là pour que Pierre & Vacances ne tombent pas en ruine ».

« Ces projets immobiliers de l'industrie de loisirs mobilisent beaucoup d'argent public et appartiennent au passé » résume EcologicAction 71, sachant d'après l'association le Pic Vert des Bois Francs (Normandie), que « depuis 8 ans, le groupe affiche des pertes substantielles dues aux résultats négatifs de son activité touristique (...). C'est par ailleurs une bulle immobilière qui bétonne sans relâche et réchauffe la planète ».

L'union des communistes libertaires de Chalon-sur-Saône estime que « ce projet n'est pas accessible à tout le monde alors qu'on demande à tout le monde de le payer ».

Les opposants en ont ras-le-bol de ces projets où le citoyen n'a rien à dire. « Nous ne voulons pas nous faire vampiriser et être pris pour des citrouilles. Nous voulons vivre tranquilles dans la cambrousse avec nos enfants » affirme une Iséroise.

Le Center parcs du Rousset-Marisy est donc à nouveau sur les rails. « C'est un nouveau projet plus vert mais ça reste à prouver. Il est quand même prévu de détruire 40 hectares de forêt, impacter les zones humides, puiser 650 m3 d'eau par jour et accueillir 2400 visiteurs sur la zone natura 2000. Qu'il soit plus vert, ne change rien » soulignent les opposants.

« Que Pierre & Vacances cesse de détruire la nature », voilà le vœu des 28 associations.

Jean Bernard



Liste des participants :

ACCU (Alerte Citoyenne Communauté Urbaine)

AME (Autun Morvan Ecologie)

ARPENT (Association pour la Restauration et la Protection de l'Environnement Naturel du Tonnerrois)

ASESADEC (Association de Sauvegarde de l'Environnement à Saint-André-le-Désert et en Clunisois)

ASR (Action Solidarité Rurale)

ATTAC 71 (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne)

CAPEN 71 (Confédération des Associations de Protection de l'Environnement et de la Nature)

CDPN 71 (Comité Départemental de Protection de la Nature)

Confédération Paysanne 71

Coordination Center parcs Ni Ici Ni Ailleurs

Creusot-Montceau en Transition

Creusot-Montceau TerrEco

EELV BFC (Europe Ecologie-Les Verts Bourgogne Franche-Comté)

France Nature Environnement

France Nature Environnement Bourgogne

France Nature Environnement Bourgogne Franche-Comté

France Nature Environnement Normandie

France Nature Environnement Auvergne-Rhône-Alpes

Le Pic Noir

Le Pic Vert des Bois Francs

PCF 71 (Parti Communiste Français)

PCSCP (Pour les Chambaran Sans Center Parc)

Pro-Geai du Rousset

SCA (Savoir-Comprendre-Agir)

SELEN (Saône-et-Loire Environnement Nature)

Terre de Liens Bourgogne Franche-Comté

UCL-Chalon (Union des Communistes Libertaires)